

Les crédits

t-il l'argent nécessaire s'il refuse d'augmenter les taxes et les impôts ou d'accroître le déficit?

De plus, le député veut créer un fonds d'investissement auquel contribueraient les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Pour ce faire, ils devront prélever de l'argent auprès des contribuables, qui n'ont plus les moyens de payer. Le député veut investir davantage dans la recherche et le développement. C'est très bien, mais nous avons l'un des meilleurs systèmes de crédits d'impôt des pays industrialisés de l'Ouest. Nous devons encourager le secteur privé à investir dans le domaine de la R-D.

En ce qui concerne le libre-échange, j'ai l'impression que, s'il mettait les pieds en Alberta, le député s'apercevrait que nos exportations vers les États-Unis ont augmenté de 48 p. 100 depuis le 1^{er} janvier 1989. Je suis en faveur du libre-échange et j'appuie l'ALÉNA.

M. Nystrom: Il n'est pas surprenant, monsieur le Président, que la députée de Calgary—Sud-Ouest appuie l'ALÉNA et l'Accord de libre-échange.

Mme Sparrow: Vous pouvez le dire, oui!

M. Nystrom: Ce n'est absolument pas étonnant, mais la députée n'est pas représentative du peuple canadien. Aux yeux de la population canadienne, le gouvernement a bradé notre pays.

Mme Sparrow: Ce n'est pas vrai, Lorne.

M. Nystrom: C'est la pure vérité en ce qui concerne l'Accord de libre-échange. Tous les sondages indiquent que la majorité des Canadiens est contre l'ALÉNA. Ils estiment que cela revient encore à brader notre pays.

Mme Sparrow: Ce n'est pas vrai, Lorne, et vous le savez.

M. Nystrom: C'est une question qu'il faudra trancher. Au cours de la campagne électorale, nous débattons de l'ALÉNA et de la libéralisation des échanges, et les Canadiens feront un choix.

Mme Sparrow: Qu'est-ce que vous reprochez à nos exportations?

M. Marchi: Ce sont surtout des emplois que vous exportez.

M. Nystrom: Monsieur le Président, le peuple canadien estime qu'on les a trahis. La députée demande où l'on prendra l'argent. Les familles canadiennes les plus fortunées détiennent dans des fiducies familiales quelque 70 milliards de dollars qui ne sont pas imposés et qui ne le seront pas tant que le plus jeune enfant sera toujours en

vie. Si le gouvernement a tellement besoin d'argent, pourquoi n'impose-t-il pas ces fiducies familiales?

S'il lui faut des fonds additionnels, pourquoi ne garde-t-il pas les 5,8 milliards de dollars qu'il veut consacrer à l'acquisition d'hélicoptères au cours des 14 prochaines années? Ce sont là deux priorités que le gouvernement pourrait modifier pour se faire un peu d'argent.

Enfin, si le gouvernement avait adopté, ces cinq ou six dernières années, une politique des taux d'intérêt qui fasse que nos taux s'alignent davantage sur ceux des États-Unis, il y aurait aujourd'hui des milliards de dollars de plus dans les coffres du gouvernement fédéral.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les préoccupations et les opinions exprimées par le député de la Saskatchewan. Il a très bien réussi à cerner les lacunes de la stratégie économique nationale du gouvernement conservateur.

Il a également touché un point sensible quand il a parlé de l'économie chancelante de l'Ontario où de nombreuses usines ont fermé leurs portes. Il a parlé de l'exportation incessante d'emplois de l'Ontario, qui est la plus importante région industrielle de notre pays. Quand il mentionne ce fait, il doit également savoir, comme il le sait sûrement, que le gouvernement ontarien porte une certaine responsabilité à cet égard.

• (1145)

Sans vouloir exacerber le débat en cours dans son caucus et qui viendra clairement au premier plan de leur réunion spéciale avec les émissaires du premier ministre Rae, je me demande s'il ne pourrait pas élaborer sur la question de savoir si le gouvernement ontarien s'attaque actuellement au genre de facteurs auxquels il souhaite que s'attaque le gouvernement fédéral pour mettre fin à la saignée de l'économie ontarienne, et nous dire quel genre de message il fera personnellement aux deux émissaires du premier ministre Rae quand ils se réuniront demain.

M. Nystrom: Je suis persuadé que mes amis du Parti libéral de l'Ontario seront d'accord avec moi pour dire que nous avons un gros problème en Ontario parce que le pays a subi une récession. Voilà un facteur important.

Deuxièmement, nulle province n'a été frappée plus durement que l'Ontario par la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Beaucoup d'usines ont fermé leurs portes ou ont déménagé au sud de la frontière. L'Ontario a été frappée plus durement que n'importe quelle autre province parce que la base manufacturière se trouve en Ontario.